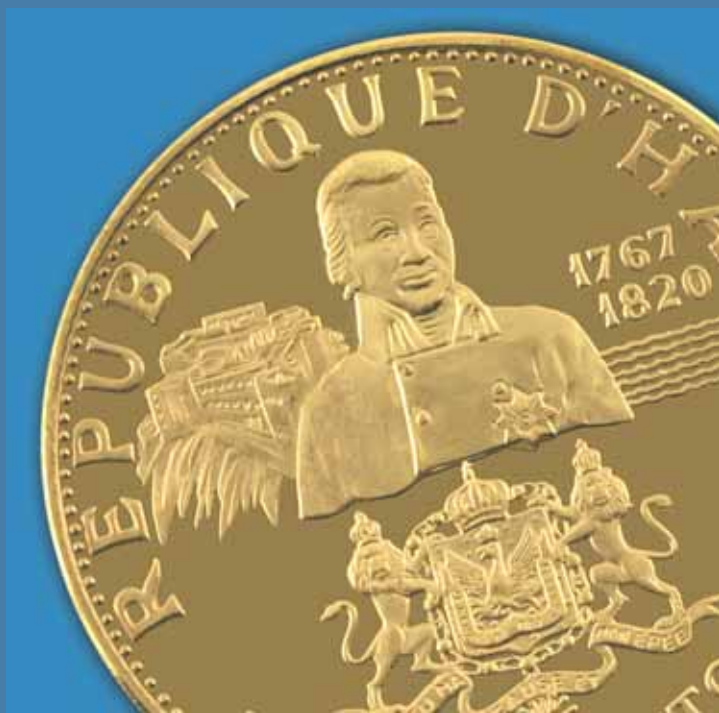


Rapport des Vérificateurs Indépendants

2 0 0 3





Mérové-Pierre - Cabinet d'Experts-Comptables

P.O. Box 13270, Delmas
Port-au-Prince
Haïti

7, rue Lechaud
Bourdon, Port-au-Prince
Haïti

Téléphone (509) 245-6537
(509) 260-2843
Fax (509) 245-1078
email : mmerove @ kpmghaiti.com

Rapport des vérificateurs indépendants

Au Conseil d'Administration
UNIBANK S.A.:

Nous avons vérifié les bilans consolidés ci-joints de UNIBANK S.A. et ses filiales aux 30 septembre 2003 et 2002 ainsi que les états consolidés des résultats, de l'évolution de l'avoir des actionnaires et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers consolidés incombe à la direction de UNIBANK S.A. et de ses filiales. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux Normes Internationales d'Audit. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers. Nous croyons que nos vérifications fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

À notre avis, ces états financiers consolidés présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière consolidée de UNIBANK S.A. et ses filiales, aux 30 septembre 2003 et 2002, ainsi que les résultats consolidés de leur exploitation et leurs flux consolidés de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates, conformément aux Normes Internationales de Présentation de l'Information Financière.

Mérové-Pierre - Cabinet d'Experts-Comptables

Port-au-Prince, le 21 novembre 2003



UNIBANK, S.A.
 Bilans Consolidés
 30 septembre 2003 et 2002
 (Exprimé en Gourdes haïtiennes)

	Notes	2003	2002
ACTIF			
LIQUIDITÉS	2 G	4,427,519,667	2,860,065,452
BONS BRH	2	670,000,000	450,000,000
Intérêts non gagnés		(17,643,292)	(2,988,471)
		652,356,708	447,011,529
PLACEMENTS	3	2,723,360,864	892,511,221
TITRES DE PARTICIPATION	4		
Sociétés affiliées		250,760,053	98,128,075
Autres		10,390,857	8,822,517
		261,150,910	106,950,592
PRÊTS	5	3,817,538,864	2,917,040,876
Provision pour pertes sur prêts		(140,690,750)	(82,862,582)
		3,676,848,114	2,834,178,294
IMMOBILISATIONS			
Immobilisations au coût	6	748,181,224	606,177,999
Amortissement cumulé		(272,682,730)	(198,108,435)
		475,498,494	408,069,564
AUTRES			
Acceptations		179,158,761	135,672,907
Autres éléments d'actif	7	305,928,184	261,388,763
		485,086,945	397,061,670
	G	12,701,821,702	7,945,848,322
PASSIF ET AVOIR DES ACTIONNAIRES			
DÉPÔTS	8	11,045,965,299	6,918,215,827
EMPRUNTS	9	159,696,140	56,426,960
AUTRES			
Obligations à terme	10	136,681,014	79,395,617
Obligations subordonnées	11	12,525,000	-
Acceptations		179,158,761	135,672,907
Autres éléments de passif	12	491,706,239	265,723,504
		820,071,014	480,792,028
Total passif		12,025,732,453	7,455,434,815
PARTICIPATION MINORITAIRE DANS LES FILIALES	13	91,409,847	67,527,805
AVOIR DES ACTIONNAIRES			
Capital-actions libéré	14	103,967,500	103,967,500
Actions de trésorerie		(194,000)	-
Capital-actions, net		103,773,500	103,967,500
Surplus d'apport		45,210,798	46,679,028
Réserve légale		88,714,694	60,200,139
Bénéfices non répartis		250,357,651	145,034,249
Réserve de réévaluation - terrains, net		24,911,418	24,911,418
Réserve de couverture pour les immobilisations	15	11,269,685	11,269,685
Effet de conversion en monnaie locale		60,149,244	25,831,300
Plus-values non réalisées sur placements	3	292,412	4,992,383
		584,679,402	422,885,702
	G	12,701,821,702	7,945,848,322

Voir les notes aux états financiers consolidés

UNIBANK, S.A.
 États Consolidés des Résultats
 Exercices terminés les 30 septembre 2003 et 2002
 (Exprimé en Gourdes haïtiennes)

	Notes	2003	2002
REVENUS D'INTÉRÊTS			
Prêts	G	716,672,826	448,528,929
Placements et dépôts		<u>123,138,881</u>	<u>82,195,746</u>
		839,811,707	530,724,675
FRAIS D'INTÉRÊTS			
Dépôts		240,727,295	144,077,963
Emprunts et autres		<u>42,761,113</u>	<u>5,753,598</u>
		283,488,408	149,831,561
REVENU NET D'INTÉRÊTS			
Provision pour pertes sur prêts	5	<u>35,309,000</u>	<u>14,905,000</u>
		521,014,299	365,988,114
AUTRES REVENUS			
Commissions		329,659,955	154,035,823
Gain de change		171,838,858	105,002,929
Quotes-parts dans les sociétés affiliées non consolidées, net d'impôts		84,156,084	35,579,665
Autres		<u>24,708,143</u>	<u>11,692,993</u>
		610,363,040	306,311,410
REVENU NET D'INTÉRÊTS ET AUTRES REVENUS			
		1,131,377,339	672,299,524
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT			
Salaires et autres prestations au personnel		328,259,378	235,089,718
Frais de locaux, matériel et mobilier		139,147,152	88,926,505
Amortissement	6	77,118,067	60,432,142
Autres dépenses de fonctionnement		<u>294,386,331</u>	<u>182,244,531</u>
		838,910,928	566,692,896
REVENU AVANT IMPÔTS SUR LE REVENU ET PARTICIPATION MINORITAIRE			
		292,466,411	105,606,628
IMPÔTS SUR LE REVENU - COURANTS	16	85,000,000	23,234,100
REVENU AVANT PARTICIPATION MINORITAIRE			
		207,466,411	82,372,528
Participation minoritaire, net d'impôts		(33,628,454)	(19,727,760)
REVENU NET			
		173,837,957	62,644,768
Revenu net par action équivalente de capital libéré			
	G	836.80	307.13

Voir les notes aux états financiers consolidés

UNIBANK, S.A.
 États Consolidés de l'Évolution de l'Avoir des Actionnaires
 Exercices terminés les 30 septembre 2003 et 2002
 (Exprimé en Gourdes haïtiennes)

	Notes	2003	2002
CAPITAL-ACTIONS LIBÉRÉ			
Solde au début de l'exercice	G	103,967,500	100,000,000
Actions émises en échange d'actions-IMSA	14	-	3,967,500
Solde à la fin de l'exercice	G	103,967,500	103,967,500
ACTIONS DE TRÉSORERIE			
Solde au début de l'exercice	G	-	-
Acquisitions d'actions	G	(194,000)	(2,190,000)
Ventes d'actions		-	2,190,000
Solde à la fin de l'exercice	G	(194,000)	-
SURPLUS D'APPORT			
Solde au début de l'exercice	G	46,679,028	35,967,070
Plus-value sur échange d'actions-IMSA		-	10,711,958
Prime payée sur acquisitions d'actions		(1,468,230)	(13,610,850)
Prime perçue sur ventes d'actions		-	13,610,850
Solde à la fin de l'exercice	G	45,210,798	46,679,028
RÉSERVE LÉGALE			
Solde au début de l'exercice	G	60,200,139	44,201,117
Virement des bénéfices non répartis		28,514,555	15,999,022
Solde à la fin de l'exercice	G	88,714,694	60,200,139
BÉNÉFICES NON RÉPARTIS			
Solde au début de l'exercice	G	145,034,249	129,388,503
Revenu net de l'exercice		173,837,957	62,644,768
Dividendes en espèces		(40,000,000)	(31,000,000)
Virement à la réserve légale		(28,514,555)	(15,999,022)
Solde à la fin de l'exercice	G	250,357,651	145,034,249
RÉSERVE DE RÉÉVALUATION-TERRAINS			
Solde au début et à la fin de l'exercice	G	24,911,418	24,911,418
RÉSERVE DE COUVERTURE POUR LES IMMOBILISATIONS			
Solde au début de l'exercice	G	11,269,685	15,894,485
Effet de change viré au cours de l'exercice	15	-	(4,624,800)
Solde à la fin de l'exercice	G	11,269,685	11,269,685
EFFET DE CONVERSION			
Solde au début de l'exercice	G	25,831,300	13,557,029
Effet de conversion de l'exercice		34,317,944	12,274,271
Solde à la fin de l'exercice	G	60,149,244	25,831,300
PLUS-VALUES NON RÉALISÉES SUR PLACEMENTS DISPONIBLES À LA VENTE			
Solde au début de l'exercice	G	4,992,383	6,220,168
Variation de l'exercice		(4,699,971)	(1,227,785)
Solde à la fin de l'exercice	G	292,412	4,992,383

Voir les notes aux états financiers consolidés

	Notes	2003	2002
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION			
Revenu net de l'exercice	G	173,837,957	62,644,768
Éléments de conciliation du revenu net de l'exercice aux liquidités résultant des activités d'exploitation:			
Amortissement des immobilisations	6	74,090,645	55,194,902
Autres amortissements		3,027,419	5,237,240
Provision pour pertes sur prêts	5	35,309,000	14,905,000
Perte (gain) sur dispositions d'immobilisations		1,121,531	170,369
Réserve de couverture pour les immobilisations	14	-	(4,624,800)
Effet de change de réévaluation de la provision pour pertes sur prêts	5	26,968,525	8,645,233
Participation minoritaire		33,628,454	19,727,760
Quotes-parts dans les sociétés affiliées non consolidées		(84,156,084)	(35,579,665)
Changements dans les éléments d'actif et de passif liés aux activités d'exploitation:			
Augmentation nette des dépôts		4,127,749,472	1,252,486,414
Augmentation des bons BRH, net (Décaissements) de prêts, net		(205,345,179)	(50,220,951)
(Augmentation) diminution des placements		(904,947,345)	(762,666,633)
Variations des autres éléments d'actif et de passif		(1,835,549,614)	156,072,972
Impôts sur le revenu payés		181,081,281	(23,363,350)
		(13,793,635)	(33,364,585)
Liquidités provenant des activités d'exploitation		1,613,022,427	665,264,674
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Acquisitions d'immobilisations	6	(136,937,096)	(162,985,023)
Effet de conversion - immobilisations		(5,704,010)	(2,173,503)
Dividendes en espèces des filiales et minoritaires		(9,429,200)	(3,717,974)
Effet de conversion en monnaie locale		34,317,944	12,274,271
Ecart de conversion attribuable aux minoritaires		597,235	387,117
Diminution de la participation minoritaire nette		(914,444)	(3,389,692)
Augmentation (diminution) des titres de participation		(70,044,235)	7,841,226
Liquidités utilisées dans des activités d'investissement		(188,113,806)	(151,763,578)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Augmentation des emprunts		103,269,180	7,990,830
Augmentation des obligations à terme et subordonnées		69,810,397	9,670,222
Paiement de dividendes en espèces		(28,871,753)	(3,809,628)
Rachat d'actions		(194,000)	-
Prime payée sur rachat d'actions		(1,468,230)	-
Liquidités provenant des activités de financement		142,545,594	13,851,424
Augmentation nette des liquidités		1,567,454,215	527,352,520
Liquidités au début de l'exercice		2,314,239,583	2,115,844,376
Incidence de change sur les liquidités du début de l'exercice		545,825,869	216,868,556
Liquidités à la fin de l'exercice	G	4,427,519,667	2,860,065,452

Voir les notes aux états financiers consolidés

ORGANISATION

UNIBANK S.A. est une société anonyme de banque commerciale, propriété d'investisseurs privés haïtiens, dont l'activité principale s'étend à des opérations de banque, de finance, de crédit, de change et de commissions, en Haïti et hors d'Haïti, dans les limites permises par la législation régissant les activités bancaires. L'acte constitutif, la licence de banque et les statuts de la société ont été publiés au Journal Officiel d'Haïti, Le Moniteur, en date des 8 mars 1993, 28 décembre 1994 et 18 septembre 1995.

UNIFINANCE S.A. (Services de Banque d'Affaires), **CAPITAL CONSULT S.A.** (Conseils en Gestion et Finances), **UNICRÉDIT S.A.** (Société de Crédit à la Consommation), **UNITRANSFER-S.A. (HAÏTI)**, **UNITRANSFER INTERNATIONAL INC.**, (Société de Transferts de Fonds), **MICROCREDIT NATIONAL S.A.** (Sociétés de Crédit aux Micro-entrepreneurs), **SNI MINOTERIE S.A.** (Société d'Investissement), à travers **UNIFINANCE S.A.**, et **IMSA** (Société Immobilière) sont des filiales de UNIBANK S.A., consolidées dans les présents états financiers.

Les états financiers consolidés de Unibank S.A. reflètent ceux de IMSA à partir de l'exercice 2002 et ceux de Unitransfer S.A. (Haïti) à partir de l'exercice 2003.

La très grande majorité des éléments d'actif de la Banque, sur la base de la localisation du risque ultime, est située sur le territoire haïtien.

(1) SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

a) Principes comptables

Les états financiers consolidés de UNIBANK et de ses filiales (le Groupe) ont été préparés en conformité avec les Normes Internationales de Présentation de l'Information Financière. Lors de la préparation de ces états financiers, la direction doit faire des estimations et formuler des hypothèses qui affectent les montants des éléments d'actif et de passif déclarés et la présentation de l'actif et du passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que les revenus de l'exercice. De l'avis de la direction, les états financiers consolidés ont été préparés adéquatement en faisant preuve de jugement dans les limites raisonnables de l'importance relative et dans le cadre des conventions comptables résumées ci-après.

b) Principes de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent l'actif et le passif ainsi que les résultats d'exploitation de UNIBANK S.A. et des filiales, dans lesquelles elle détient plus de 50% des droits de vote ou sur lesquelles elle exerce un contrôle effectif des politiques financières et opérationnelles. Une liste des filiales du Groupe est présentée à la **note 13**.

Les filiales sont consolidées à partir de la date à laquelle le contrôle sur leurs opérations a été effectivement transféré au Groupe. Les opérations et les soldes réciproques intersociétés sont éliminés. L'avoir net et le revenu net de la participation minoritaire dans les filiales sont présentés séparément dans les états financiers consolidés.

c) Placements

Les placements à l'étranger sont composés principalement de Bons du Trésor et de billets de trésorerie des Etats-Unis. Les placements locaux sont composés d'obligations dans des entreprises locales.

Les placements gardés à échéance sont comptabilisés au coût amorti. Les placements disponibles à la vente sont reflétés à leur juste valeur. Les gains et les pertes réalisés lors de la vente des placements, ainsi que les dévaluations constatées par rapport à la valeur d'origine qui reflètent des baisses durables de valeur, sont imputés à l'état consolidé des résultats de l'exercice au cours duquel ils se produisent.

Les plus ou moins-values non réalisées sur placements gardés à échéance ne sont pas reflétées aux états financiers consolidés. La Direction de la Banque a la capacité et l'intention de garder ces placements jusqu'à échéance.

Les plus ou moins-values non réalisées sur les placements disponibles à la vente sont comptabilisées dans l'avoir des actionnaires. Lorsque l'on dispose de ces placements, les profits ou pertes cumulés préalablement dans l'avoir des actionnaires sont alors virés au résultat consolidé de l'exercice.

d) Titres de participation

Les titres de participation représentent des placements à long terme dans différentes sociétés. Les titres de participation des sociétés affiliées dans lesquelles la Banque détient une participation de 20% ou plus sont comptabilisés à leur valeur de consolidation. Cette méthode consiste à comptabiliser l'investissement à la valeur d'acquisition en y ajoutant sa quote-part des résultats enregistrés par l'entité émettrice et en déduisant sa quote-part des dividendes versés ou déclarés.

Les titres de participation de moins de 20% sont comptabilisés à la valeur d'acquisition.

Les gains et les pertes matérialisés lors de l'aliénation de ces titres ainsi que les dévaluations destinées à montrer un fléchissement permanent de la valeur d'origine sont montrés dans l'état consolidé des résultats de l'exercice où ils se produisent.

e) Prêts

Les prêts sont présentés à leur valeur en capital. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés sur base d'exercice, à l'exception des prêts aux micro-entreprises accordés par Microcrédit National pour lesquels les revenus d'intérêts sont comptabilisés sur base d'encaissement.

Les prêts sont classés comme non productifs lorsque les versements sur capital et/ ou intérêts sont en retard de 90 jours et plus. Lorsqu'un prêt devient non productif, la reconnaissance du revenu d'intérêt cesse et les intérêts déjà comptabilisés sont renversés. Les encaissements subséquents d'intérêts sur les prêts non productifs sont appliqués à titre de revenu lorsque, selon l'avis de la direction, il n'existe aucun doute raisonnable quant au recouvrement ultime de la totalité du capital.

Les prêts non productifs sont remis sur la méthode de comptabilité d'exercice lorsque les versements du capital et de l'intérêt sont à jour et que la direction n'a plus de doute raisonnable concernant le recouvrement de ces prêts.

(A suivre)

(1) SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

e) Prêts (suite)

La Banque maintient un compte de provision pour pertes sur prêts montré en déduction des prêts. La Banque considère que le solde de ce compte est suffisant pour absorber les pertes probables qui seront encourues sur son portefeuille de prêts. Ce compte est augmenté par la provision pour pertes sur prêts imputée à l'état consolidé des résultats, et réduit par les radiations nettes des recouvrements, tenant compte de l'effet de change résultant de la réévaluation des provisions pour pertes sur prêts exprimées en dollars US.

À l'exception des prêts sur cartes de crédit et aux micro-entreprises pour lesquels d'autres critères de provisions sont appliqués, les provisions spécifiques sont établies pour tous les prêts non productifs identifiés lors de la révision périodique. Ces provisions sont estimées en évaluant les sommes recouvrables par rapport aux montants des prêts. Cette évaluation tient compte de l'historique de remboursement, de la valeur de la garantie et de la situation économique de l'emprunteur. Cette provision prend également en considération les réglementations de la Banque Centrale en la matière et comprend une provision spécifique calculée en fonction des retards de paiement et de la situation économique des emprunteurs pour les prêts en retard de plus de 30 jours et une provision générale de 0.75% sur le reste de portefeuille courant.

Pour les prêts sur cartes de crédit, une provision spécifique, prenant en considération les réglementations de la Banque Centrale, est calculée sur les prêts ayant des retards de paiement de plus de 90 jours, et une provision générale de 6% est calculée sur le reste du portefeuille. Après neuf mois de retard de paiement, les prêts sur cartes de crédit sont radiés.

Pour les prêts aux micro-entreprises, une provision spécifique de 50% est prise sur les soldes des prêts impayés de plus de 30 jours et de 100% sur les soldes impayés de plus de 90 jours. De plus, une provision générale de 3% est prise sur l'intégralité du portefeuille. Les revenus d'intérêts sur ce portefeuille sont comptabilisés sur base d'encaissement.

Les prêts restructurés sont ceux pour lesquels la Banque a accepté de modifier les dispositions en raison de la détérioration financière de l'emprunteur. Les prêts restructurés génèrent des revenus d'intérêts comptabilisés sur une base de caisse et sont reclassifiés comme prêts réguliers après un an si les dispositions de la restructuration sont respectées pendant cette période.

Les prêts sont radiés lorsque toutes les activités de restructuration ou de recouvrement possibles ont été complétées et qu'il est peu probable qu'on puisse effectuer le recouvrement d'autres sommes. Les récupérations sur créances radiées antérieurement sont comptabilisées à la provision pour perte sur prêts au bilan consolidé.

f) Immobilisations

Les immobilisations sont enregistrées au coût, à l'exception des terrains qui, à la fin de l'exercice terminé le 30 septembre 2000, ont été réévalués à leur valeur marchande en accord avec les Normes Internationales de Présentation de l'Information Financière (**note 6**). À l'exception des terrains et des améliorations locatives, les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée estimative de leurs vies utiles. Les améliorations locatives sont amorties sur la durée des contrats bail, selon la méthode d'amortissement linéaire. Les investissements en cours seront amortis sur leur durée de vie estimative à partir du moment où ils seront mis en utilisation.

La valeur marchande des terrains a été déterminée à partir d'évaluations effectuées par des experts indépendants en immobilier au cours de l'exercice 2000. Les valeurs nettes aux livres ont été ajustées aux moyennes des valeurs marchandes. L'effet de réévaluation a été comptabilisé net des impôts reportés y relatifs, à un poste de réserve de réévaluation-terrains à l'avoir des actionnaires.

Les taux d'amortissement en vigueur pour les principales catégories d'immobilisations sont comme suit:

Immeubles	2.5% - 5%
Mobilier et équipements	20%
Équipements informatiques	20%
Logiciels informatiques	20%-100%
Véhicules	25%

Les dépenses importantes d'amélioration et de reconditionnement sont capitalisées, alors que les frais d'entretien et de réparations sont imputés aux dépenses.

g) Réserve de réévaluation-terrains

La plus-value résultant de la réévaluation des terrains est reflétée au poste de réserve de réévaluation-terrains à l'avoir des actionnaires. Le solde de ce poste sera viré aux bénéfices non répartis quand les terrains seront vendus. Toute moins-value résultant de la réévaluation est enregistrée directement comme une dépense à l'état consolidé des résultats à moins qu'elle ne soit relative à une plus-value existante pour un terrain déjà réévalué. Le cas échéant, cette moins-value sera affectée préalablement au poste de réserve de réévaluation-terrains de l'avoir des actionnaires.

h) Propriétés détenues pour revente

Les propriétés détenues pour revente, reflétées dans les autres éléments d'actif, sont des terrains et immeubles reçus en dation de créances. Ces propriétés sont évaluées au moindre de la valeur marchande estimative ou du coût correspondant au soldé des prêts et des intérêts à recevoir lors de l'insolvabilité constatée des débiteurs, en y ajoutant les frais déboursés par la Banque à des fins de reprises.

La valeur aux livres de ces propriétés est analysée à la date de chaque bilan afin de déterminer s'il y a une indication de perte de valeur. Si une telle indication existe, la valeur aux livres est ramenée à la valeur nette de réalisation correspondant au prix de vente estimé dans le cours normal des activités.

La juste valeur a été estimée à partir des expertises effectuées par des évaluateurs en immobilier indépendants.

(A suivre)

(1) SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

i) Acceptations

La responsabilité éventuelle de la Banque au titre d'engagements par acceptations bancaires est comptabilisée comme un élément de passif au bilan consolidé. En contrepartie, le recours de la Banque contre le client dans le cas où elle serait tenue d'honorer ces engagements est comptabilisé comme un élément d'actif équivalent.

j) Achalandage

L'achalandage, présenté dans les autres éléments d'actif, représente l'excédent du prix d'acquisition sur la juste valeur de l'actif acquis, à la date d'acquisition. Il est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une durée allant de 10 ans jusqu'à 20 ans, en fonction de chaque entité. Toute baisse de valeur permanente de l'écart d'acquisition ferait l'objet d'une radiation dans les comptes. La Banque estime qu'il n'existe aucune baisse de valeur importante de la valeur comptable de l'achalandage à la date de ces états financiers consolidés.

k) Frais d'études et de développement

Les frais d'étude et de développement sont capitalisés dans les autres éléments d'actif, lorsque les produits développés sont techniquement et financièrement viables et que la société dispose de ressources suffisantes pour les rentabiliser. Les coûts encourus comprennent essentiellement des honoraires professionnels et sont amortis sur une période de cinq ans. Lorsque la Banque estime que ces frais d'étude et de développement ne sont plus viables, ils sont virés à l'état consolidé des résultats.

l) Conversion des comptes exprimés en devises

Les éléments d'actif et de passif monétaires exprimés en devises sont convertis en gourdes haïtiennes aux taux de change prévalant à la date du bilan consolidé. Les gains et les pertes de change résultant de ces conversions sont inscrits à l'état consolidé des résultats, à l'exception des gains et pertes de change relatifs aux placements gardés en couverture des acquisitions futures d'immobilisations, qui sont reflétés directement dans un compte de réserve de l'avoir des actionnaires pendant la période de couverture effective tel que décrit à la **note 1m**. Ces gains et pertes de change seront inclus dans le coût d'acquisition des immobilisations.

Les transactions effectuées en monnaies étrangères sont converties au taux de change du marché à la date de la transaction. Les gains et pertes sur les opérations de change sont inscrits à l'état consolidé des résultats.

Les états financiers des filiales étrangères, Unitransfer International Inc. et SNI MINOTERIE S.A., exprimés en dollars US, et dont les opérations ne font pas partie intégrante de celles d'Unibank sont présentés dans la monnaie de présentation des états financiers consolidés. Tous les éléments d'actif et de passif sont convertis en monnaie locale au taux de clôture et les revenus et dépenses sont convertis au taux moyen de l'exercice approchant le taux effectif à la date des transactions. Les écarts de change résultant de la conversion de ces états financiers sont inscrits au compte effet de conversion en monnaie locale, à l'avoir des actionnaires.

Les taux de change publiés par la Banque Centrale aux 30 septembre 2003 et 2002 étaient de 42.0253 et 29.6984 pour un dollar US, respectivement. Les taux de change moyens des exercices terminés à ces dates étaient respectivement de G 40.64 et G 27.23, pour un dollar US.

m) Réserve de couverture - immobilisations

La réserve de couverture pour les immobilisations constitue l'effet de change cumulatif sur une opération de couverture établie pour la construction du siège social et du centre d'opérations. Cette opération de couverture a été éliminée puisque la Direction a décidé de retarder la construction de ces immeubles.

Lorsqu'une opération de couverture est éliminée mais que la Direction prévoit toujours réaliser la transaction d'acquisition, pour laquelle la couverture avait été établie, l'effet cumulatif de change jusqu'à la date d'élimination de la couverture, est maintenu à l'avoir des actionnaires et sera viré au coût des immobilisations proportionnellement aux débours liés à ces constructions.

Lorsque les transactions prévues sous-jacentes aux opérations de couverture sont annulées définitivement et/ou que l'opération de couverture devient inefficace, l'effet cumulatif de change non réalisé, reflété à cette date au compte de réserve de couverture à l'avoir des actionnaires, est viré à l'état consolidé des résultats.

n) Surplus d'apport

Les montants reçus sur ventes d'actions ainsi que les primes payées sur acquisitions d'actions, en excès de la valeur nominale, sont comptabilisés au surplus d'apport.

o) Impôts sur le revenu

Les impôts sur le revenu comprennent les impôts courants et les impôts reportés et sont calculés sur la base des revenus consolidés. Les impôts courants représentent les impôts calculés sur les résultats imposables fiscalement en appliquant les taux statutaires. Les impôts reportés provenant des écarts temporaires entre la valeur comptable des éléments d'actif et de passif et leur valeur correspondante pour fins fiscales, sont reflétés dans les autres éléments de passif.

La dépense d'impôts est enregistrée à l'état consolidé des résultats, à l'exception des impôts se rapportant à des éléments enregistrés directement à l'avoir des actionnaires. Dans ces cas, l'effet fiscal y relatif est également reporté à l'avoir des actionnaires.

(A suivre)

(1) SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

p) Actions de trésorerie

Les actions de trésorerie représentent les actions rachetées par la Banque. Elles sont comptabilisées à la valeur nominale. L'excédent du coût d'acquisition sur la valeur nominale des actions est imputé au surplus d'apport jusqu'à épuisement de ce compte, puis aux bénéfices non répartis.

q) Réserve légale

Conformément à la loi sur les sociétés anonymes financières, un prélèvement minimum de 10% sur le revenu avant impôts sur le revenu, diminué le cas échéant des pertes antérieures, est effectué chaque année en vue de constituer la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve ait atteint 50% du capital-actions. Cette réserve est non sujette à distribution.

r) Revenu net par action équivalente de capital libéré

Le revenu net par action équivalente de capital libéré est calculé en divisant le revenu net de l'exercice par la moyenne pondérée des actions ordinaires équivalentes en circulation au cours de l'exercice.

s) Juste valeur des éléments financiers

Les états financiers ont été préparés sur la base du coût historique. À l'exception des terrains et placements disponibles à la vente qui sont exprimés à leur juste valeur, la valeur des autres éléments financiers est pratiquement égale au coût.

(2) LIQUIDITÉS ET BONS BRH

Aux 30 septembre, les liquidités comprennent:

		2003	2002
Encaisse	G	513,853,942	284,557,122
Dépôts à la BRH et à la BNC		3,255,591,332	1,869,082,111
Dépôts dans des banques étrangères		511,688,651	605,374,485
Effets en transit, net		146,385,742	101,051,734
	G	<u>4,427,519,667</u>	<u>2,860,065,452</u>

L'encaisse et les dépôts à la Banque de la République d'Haïti (BRH) et à la Banque Nationale de Crédit (BNC) font partie de la couverture de réserves obligatoires devant être maintenues par la Banque sur l'ensemble du passif, en accord avec les dispositions prévues à cet effet dans les circulaires de la BRH. Ces dépôts ne portent pas d'intérêts.

Aux 30 septembre, les dépôts dans des banques étrangères se présentent comme suit:

		2003	2002
Dépôts portant intérêts	G	379,674,412	541,211,785
Comptes à vue sans intérêt		132,014,239	64,162,700
	G	<u>511,688,651</u>	<u>605,374,485</u>

Les dépôts portant intérêts sont ainsi répartis:

		2003	2002
Dépôts à terme	G	352,330,106	446,728,587
Fonds placés à un jour		27,344,306	94,483,198
	G	<u>379,674,412</u>	<u>541,211,785</u>

Les dépôts à terme portent un taux d'intérêt variant entre 1.0% et 4.95% au 30 septembre 2003 avec des échéances de 2 mois à 21 mois, et entre 1.6% et 6.6% au 30 septembre 2002 avec des échéances de 1 mois à 3 ans.

Les fonds placés à un jour portent intérêts aux taux moyens de 1.0% au 30 septembre 2003 et de 1.3% au 30 septembre 2002.

Aux 30 septembre 2003 et 2002, Unitransfer International Inc., opérant aux États-Unis d'Amérique avait donné en garantie, au Banking Department des États où elle opère, des dépôts s'élevant à approximativement G 35.5 millions (US\$ 844 mille) et de G 27.4 millions (US\$ 924 mille), respectivement. Ces dépôts portent intérêt à des taux variant entre 1% et 1.5% aux 30 septembre 2003 et 2002.

Aux 30 septembre, la répartition des liquidités en gourdes et en devises est comme suit:

		2003	2002
Liquidités en gourdes	G	2,228,583,591	1,545,524,463
Liquidités en devises		2,198,936,076	1,314,540,989
	G	<u>4,427,519,667</u>	<u>2,860,065,452</u>

Les bons BRH portent un taux d'intérêt de 22% à 26% au 30 septembre 2003, et de 6% à 10% au 30 septembre 2002, avec des échéances allant de 7 à 91 jours.

(A suivre)

(3) PLACEMENTS

Aux 30 septembre, les placements sont répartis comme suit:

		2003	2002
Placements à l'étranger (a)	G	2,694,679,852	862,447,073
Plus-values non réalisées sur placements disponibles à la vente (a)		<u>292,412</u>	<u>4,992,383</u>
		<u>2,694,972,264</u>	<u>867,439,456</u>
Obligations d'entreprises locales (b)		4,504,790	1,187,955
Autres placements (b)	G	<u>23,883,810</u>	<u>23,883,810</u>
		<u>2,723,360,864</u>	<u>892,511,221</u>

Ces placements sont classifiés comme suit:

		2003	2002
Placements disponibles à la vente	G	2,718,856,074	891,323,266
Placements gardés à échéance		<u>4,504,790</u>	<u>1,187,955</u>
	G	<u>2,723,360,864</u>	<u>892,511,221</u>

a) Les placements aux Etats-Unis d'Amérique sont composés des instruments financiers suivants:

		2003	2002
Bons du Trésor des États-Unis			
Valeur au coût	G	1,042,782,403	594,160,032
Juste valeur	G	1,042,000,993	597,271,412
Echéance moyenne		5 mois à 6 ans	2 à 3 ans
Taux d'intérêt		2.31%	3.61%
Billets de Trésorerie des États-Unis			
Valeur au coût	G	1,651,897,449	268,287,041
Juste valeur	G	1,652,971,271	270,168,044
Echéance moyenne		2 mois à 3 ans	5 à 14 mois
Taux d'intérêt		2.31%	3.61%
Total des placements aux Etats-Unis			
Valeur au coût	G	2,694,679,852	862,447,073
Juste valeur	G	<u>2,694,972,264</u>	<u>867,439,456</u>

Plus-values non réalisées sur placements disponibles à la vente	G	292,412	4,992,383
---	---	---------	-----------

b) Les obligations en dollars US d'entreprises locales, ont une valeur marchande équivalente au coût sur une période allant de 3 à 6 mois et un taux d'intérêt de 6.5% à 7.5%.

c) Les autres placements sont constitués de titres de sociétés privées disponibles à la vente. La juste valeur de ces placements est équivalente au coût.

d) Aux 30 septembre 2003 et 2002, les placements aux Etats-Unis d'Amérique incluent des montants bloqués en garantie de lettres de crédit totalisant G 905,182,937 (US\$ 21.54 millions) et G 486,727,077 (US\$ 16,4 millions), respectivement.

(4) TITRES DE PARTICIPATION

Aux 30 septembre, les titres de participation se présentent comme suit:

		2003	2002
Titres de sociétés affiliées, présentés à la valeur de consolidation	G	250,760,053	98,128,075
Titres de participation - autres, présentés à la valeur d'acquisition		<u>10,390,857</u>	<u>8,822,517</u>
	G	<u>261,150,910</u>	<u>106,950,592</u>

SOCIÉTÉS AFFILIÉES - PRÉSENTÉS À LA VALEUR DE CONSOLIDATION

HAÏTI AGRO PROCESSORS HOLDING LTD

33.33% de Haïti Agro Processors Holding Ltd, actionnaire majoritaire de Les Moulins d'Haïti S.E.M., à 70% (à travers SNI-Minoterie)

Quote-part des bénéfices non répartis et des réserves à date	G	51,000,000	51,000,000
Total à reporter	G	<u>77,695,354</u>	<u>40,264,427</u>
		<u>128,695,354</u>	<u>91,264,427</u>

(A suivre)

(4) TITRES DE PARTICIPATION (SUITE)

SOCIÉTÉS AFFILIÉES - PRÉSENTÉS À LA VALEUR DE CONSOLIDATION

		2003	2002
Total reporté	G	<u>128,695,354</u>	<u>91,264,427</u>
DISTRIBUTEURS NATIONAUX S.A. (DINASA) (a) 2,065 actions ordinaires votantes détenues par Unifinance, représentant 50% du capital de la société	G	95,375,000	-
Quote-part des bénéfices non répartis et des réserves à date	G	<u>18,674,150</u> <u>114,049,150</u>	- -
COMPHAÏTI S.A. 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de G 500 chacune, détenues par Unifinance, représentant 20 % du capital social	G	1,000,000	1,000,000
Quote-part des bénéfices non répartis et des réserves à date	G	<u>3,096,605</u> <u>4,096,605</u>	<u>2,096,402</u> <u>3,096,402</u>
SOCIÉTÉ DE GARDIENNAGE ET CONVOYAGE 74 actions ordinaires votantes au coût d'acquisition, représentant 37% du capital de la société	G	2,391,355	2,391,355
Quote-part des bénéfices non répartis et des réserves à date	G	<u>1,527,589</u> <u>3,918,944</u>	<u>1,375,891</u> <u>3,767,246</u>
Total des titres de participation de sociétés affiliées	G	<u>250,760,053</u>	98,128,075

a) La Société Distributeurs Nationaux S.A. (DINASA) est une entreprise à laquelle Unifinance participe à 50% avec un autre groupe qui détient également 50% de participation. Les deux groupes exercent un contrôle conjoint au 30 septembre 2003. Unifinance compte revendre subséquemment une partie de sa participation à d'autres actionnaires. Conséquemment, l'investissement dans DINASA n'est pas consolidé et est comptabilisé à la valeur de consolidation.

AUTRES TITRES DE PARTICIPATION PRÉSENTÉS À LA VALEUR D'ACQUISITION

		2003	2002
HAÏTI REAL ESTATE FUND (HREF) Participation au fonds d'investissement représentant 18.5% et 17.0% des parts d'intérêt	G	10,114,697	8,546,357
BANQUE DE L'UNION HAÏTIENNE 400 actions ordinaires votantes d'une valeur nominale de G 250 (b)		146,160	146,160
EDUCAT 20 actions ordinaires d'une valeur nominale de G 2,500		50,000	50,000
SOCIÉTÉ NATIONALE D'INVESTISSEMENT (SNI) 200 actions ordinaires votantes d'une valeur nominale de G 100		20,000	20,000
PORT INTERNATIONAL DU SUD 20 actions ordinaires votantes de classe C	G	<u>60,000</u> <u>10,390,857</u>	<u>60,000</u> <u>8,822,517</u>

(b) Ces actions sont détenues pour revente.

(A suivre)

(5) PRÊTS

Aux 30 septembre, les prêts se présentent comme suit:

		2003	2002
Prêts aux entreprises	G	1,288,915,882	1,440,208,766
Avances en comptes courants		1,135,646,047	744,512,925
Prêts hypothécaires		538,445,172	248,381,328
Prêts aux particuliers		279,350,607	162,418,178
Prêts sur cartes de crédit		182,407,207	116,096,139
Prêts aux micro-entreprises		194,043,298	107,235,601
Prêts aux employés		70,350,996	62,164,379
Prêts restructurés		54,080,806	17,210,725
Prêts à une institution financière		40,000,000	10,000,000
		3,783,240,015	2,908,228,041
Prêts non productifs	G	34,298,849	8,812,835
		3,817,538,864	2,917,040,876

Aux 30 septembre, les soldes des prêts en différentes monnaies se présentent comme suit:

		2003	2002
Prêts en dollars US	G	2,438,844,390	1,670,560,689
Prêts en gourdes		1,378,694,474	1,246,480,187
	G	3,817,538,864	2,917,040,876

Les taux d'intérêts effectifs sur les principales catégories de prêts se présentent comme suit:

	2003	2002
Prêts en dollars US	8.5% à 15.0%	8% à 15%
Prêts en gourdes	20% à 35%	18% à 32%
Cartes de crédit en gourdes	24% à 40%	27% à 40%
Cartes de crédit en dollars US	12% à 40%	30% à 40%
Micro-entreprises en gourdes	48% à 60%	48% à 60%
Prêts restructurés en dollars US	15% à 17%	14%
Prêts restructurés en gourdes	27% à 38%	24% à 32%
Prêts à une institution financière	23.5%	18%
Prêts aux employés	7.5% à 10.0%	7.5% à 10%

À l'exception des prêts hypothécaires qui sont accordés pour une durée moyenne de 15 ans, les prêts sont généralement remboursables sur demande.

Les prêts aux membres du Conseil d'Administration et à leurs sociétés apparentées s'élèvent à G 149,285,811 et G 88,574,033, aux 30 septembre 2003 et 2002, respectivement. Ces prêts ont été octroyés dans le cours normal des affaires et portent des taux d'intérêts moyens d'environ 23% et 21% pour les prêts en gourdes, et 13% et 15% pour les prêts en dollars US, en 2003 et 2002, respectivement.

Les intérêts non comptabilisés sur les prêts non productifs mentionnés ci-dessus totalisent G 6,831,640 et G 4,600,598 aux 30 septembre 2003 et 2002, respectivement.

La provision pour pertes sur prêts a enregistré les mouvements suivants:

		2003	2002
Solde au début de l'exercice	G	82,862,582	66,287,301
Dotation de l'exercice		35,309,000	14,905,000
Effet de change de la provision en dollars US		26,968,525	8,645,233
Radiations, net		(4,449,357)	(6,974,952)
Solde à la fin de l'exercice	G	140,690,750	82,862,582

(6) IMMOBILISATIONS

Les immobilisations au coût, ont ainsi évolué au cours de l'exercice:

Coût	Solde au 30/9/02	Effet de conversion	Acquisitions	Dispositions	Solde au 30/09/03
Terrains	G 89,272,824	-	2,135,705	-	91,408,529
Immeubles	56,459,797	-	38,265,406	(1,022,879)	93,702,324
Mobilier et équipements	186,347,097	1,339,050	13,733,110	(1,457,537)	199,961,720
Équipements informatiques	72,318,925	3,155,554	10,562,692	-	86,037,171
Logiciels informatiques	21,844,592	846,053	25,803,539	(1,122,264)	47,371,920
Améliorations locatives	114,787,123	5,983,305	19,615,747	(2,870,304)	137,515,871
Véhicules	40,809,174	215,151	26,820,897	-	67,845,222
Investissement en cours	24,338,467	-	-	-	24,338,467
	G 606,177,999	11,539,113	136,937,096	(6,472,984)	748,181,224

(A suivre)

(6) IMMOBILISATIONS (SUITE)

L'amortissement cumulé a ainsi évolué au cours de l'exercice:

Amortissement cumulé	Solde au 30/9/02	Effet de conversion	Amortissement	Dispositions	Solde au 30/09/03
Immeubles	G 5,956,116	-	1,721,400	-	7,677,516
Mobilier et équipements	77,426,394	422,799	25,468,416	(762,493)	102,555,116
Équipements informatiques	48,032,997	1,445,847	13,635,242	(1,457,537)	61,656,549
Logiciels informatiques	5,213,602	508,161	5,488,795	-	11,210,558
Améliorations locatives	37,891,173	3,243,146	15,776,937	(773,281)	56,137,975
Véhicules	23,588,153	215,151	11,999,855	(2,358,143)	33,445,016
	G 198,108,435	5,835,104	74,090,645	(5,351,454)	727,682,730

Au cours de l'exercice terminé le 30 septembre 2000, la Banque a procédé à la réévaluation des terrains qu'elle détenait à l'époque. Il en est résulté un surplus de réévaluation comme suit:

	Coût initial	Surplus de réévaluation	Juste valeur
Terrains	G 6,338,913	29,307,550	35,646,463

(7) AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF

Aux 30 septembre, les autres éléments d'actif sont:

	2003	2002
Frais payés d'avance	G 71,499,339	47,182,984
Comptes à recevoir - sociétés non consolidées	42,341,921	-
Intérêts à recevoir	41,399,187	39,761,066
Achalandage, net (a)	39,291,657	33,357,527
Avances aux fournisseurs	24,247,340	5,414,507
À recevoir - agents UNITRANSFER	20,831,948	18,811,566
Propriétés détenues pour revente	3,878,549	4,007,922
Frais de développement, net	3,372,970	5,363,940
À recevoir - vente d'actions (b)	-	85,124,169
Autres	59,065,273	22,365,082
	G 305,928,184	261,388,763

(a) Aux 30 septembre, l'achalandage net se présente comme suit:

	2003	2002
Achalandage initial, au coût		
UNITRANSFER-INC.	G 21,900,490	21,900,490
Effet de change - UNITRANSFER-INC.	9,481,867	-
IMSA	13,013,400	13,013,400
UNICRÉDIT	5,751,571	5,751,571
	G 50,147,328	40,665,461
Amortissement cumulé		
UNITRANSFER-INC.	G (7,796,516)	(5,070,723)
IMSA	(1,301,340)	(650,670)
UNICRÉDIT	(1,757,815)	(1,586,541)
	G 10,855,671	(7,307,934)
Achalandage, net	G 39,291,657	33,357,527

Au cours de l'exercice, l'amortissement cumulé relatif à l'achalandage a ainsi évolué:

	2003	2002
Solde au début de l'exercice	G (7,307,934)	(3,944,013)
Amortissement de l'exercice	(1,443,030)	(2,757,918)
Effet de change - UNITRANSFER-INC.	(2,104,707)	(606,003)
Solde à la fin de l'exercice	G (10,855,671)	(7,307,934)

(b) Au 30 septembre 2002, Unibank détenait des billets à ordre en contrepartie de la vente d'actions à des actionnaires. Ces billets à ordre ont été repayés en totalité en février 2003.

(A suivre)

(8) DÉPÔTS

Aux 30 septembre, les dépôts se répartissent ainsi:

		2003	2002
Dépôts à vue:			
Gourdes	G	1,089,492,349	971,473,862
Dollars US		1,502,949,530	874,950,126
	G	<u>2,592,441,879</u>	<u>1,846,423,988</u>
Dépôts d'épargne:			
Gourdes	G	2,323,524,624	1,479,014,739
Dollars US		2,858,879,089	1,779,732,210
	G	<u>5,182,403,713</u>	<u>3,258,746,949</u>
Dépôts à terme:			
Gourdes	G	1,207,252,694	723,727,745
Dollars US		2,063,867,013	1,089,317,145
	G	<u>3,271,119,707</u>	<u>1,813,044,890</u>
Total des dépôts		11,045,965,299	6,918,215,827
Dépôts en gourdes	G	4,620,269,667	3,174,216,346
Dépôts en dollars US		6,425,695,632	3,743,999,481
Total des dépôts	G	11,045,965,299	6,918,215,827

Les taux moyens d'intérêts sur les dépôts sont comme suit:

		2003	2002
Dépôts à vue (fonds à un jour):			
Gourdes		5.9%	3.0%
Dollars US		2.3%	1.5%
Dépôts d'épargne:			
Gourdes		1.0%	1.0%
Dollars US		0.5%	0.5%
Dépôts d'épargne-chèque:			
Gourdes		4.17%	1.0%
Dollars US		2.51%	0.5%
Dépôts à terme			
Gourdes		7 à 25%	5% à 7%
Dollars US		3 à 6%	1.25% à 2.00%

Les dépôts des membres du Conseil d'Administration et de leurs sociétés apparentées totalisent G 111,865,589 et G 19,092,324 aux 30 septembre 2003 et 2002, respectivement. Ces dépôts ont été reçus dans le cours normal des affaires et sont rémunérés aux conditions normales de la Banque.

Les dépôts à terme sont généralement d'une durée allant de 1 mois à 1 an.

À partir d'avril 2003 au-delà des cotisations légalement prévues à l'assurance vieillesse, la Banque et ses filiales contribuent à l'épargne-retraite des employés à un taux de contribution variables suivant des critères internes. Ce passif est supporté par un dépôt d'épargne en dollars US rémunéré à un taux de 6%. La contribution du Groupe à ce dépôt d'épargne pour l'exercice 2003 s'élève à G 2,161,680.

(9) EMPRUNTS

Aux 30 septembre, les emprunts sont répartis comme suit:

		2003	2002
Emprunt ICDF-Unibank (a)	G	79,848,070	56,426,960
Emprunt ICDF-MCN (b)		79,848,070	-
	G	<u>159,696,140</u>	<u>56,426,960</u>

a) Au cours de l'exercice terminé le 30 septembre 2001, Unibank S.A. et International Cooperation and Development Fund (ICDF, une Banque de Développement de Taiwan) ont signé un accord de prêt pour le financement des activités du crédit de Microcrédit National (MCN). Les principales clauses financières sont les suivantes:

- ICDF accorde un prêt de US\$ 1,900,000 à Unibank S.A., équivalent à G 79,848,070 et G 56,426,960 aux 30 septembre 2003 et 2002, respectivement. Ce prêt porte intérêts au taux de 3% l'an. Il est remboursable sur une période de 18 ans, après une période de grâce de 7 ans, en 36 versements semestriels égaux à compter du 11 novembre 2007.
- En retour, Unibank met à la disposition de MCN une ligne de crédit pour un montant équivalant en gourdes de US\$ 1,900,000. ICDF garantit à Unibank le remboursement du principal.

(A suivre)

(9) EMPRUNTS (SUITE)

- b) En vertu d'un contrat en date du 13 mai 2003, ICDF a également accordé un prêt de US\$ 1,900,000 directement à Microcrédit National pour financer la croissance du portefeuille des prêts. Les principales clauses financières sont les suivantes:
- ICDF accorde un prêt de US\$ 1,900,000 à MCN, équivalent à G 79,848,070 au 30 septembre 2003. Ce prêt porte intérêts au taux de 3% l'an. Il est remboursable sur une période de 5 ans, après une période de grâce de 2 ans, en 10 versements semestriels égaux à compter du 15 mai 2005.
 - Ces fonds reçus de ICDF sont investis par MCN dans un dépôt à terme en dollars US à Unibank à un taux minimum de 3% l'an sur une période de 7 ans renouvelable annuellement. En retour, Unibank met à la disposition de MCN une ligne de crédit pour un montant équivalant en gourdes de US\$ 1,900,000.

(10) OBLIGATIONS À TERME

L'allocation des obligations à terme par monnaie est comme suit:

		2003	2002
Obligations en gourdes -Unicredit	G	8,382,369	6,327,353
Obligations en dollars US -Unicredit		128,298,645	73,068,264
	G	136,681,014	79,395,617

Aux 30 septembre, les obligations à terme-Unicredit sont nominatives et ne sont pas convertibles. Les taux moyens d'intérêts sur ces obligations à terme sont comme suit:

	2003	2002
Obligations en gourdes	8% à 25%	9% à 19%
Obligations en dollars US	2.5% à 7.25%	3.0% à 7.5%
Date d'échéance moyenne	1 an	1 an

(11) OBLIGATIONS SUBORDONNÉES

Au cours de l'exercice 2003, Unibank a émis des obligations subordonnées nominatives assorties des modalités suivantes pour une valeur de G 12,525,000.

- Les obligations sont libellées en gourdes.
- Elles sont émises pour une durée de 10 ans mais sont remboursables par anticipation après 5 ans.
- Les intérêts sont payés mensuellement à un taux annuel fixe pour la première année et à un taux variable, ajusté semestriellement, pour les périodes subséquentes. Le taux d'intérêt est égal à celui des Bons BRH à échéance de 91 jours, majoré de 1%.

Unifinance joue le rôle d'intermédiaire pour assurer le placement et la gestion du service de la dette des obligations subordonnées nominatives et est rémunérée par Unibank à raison de 0.25% du montant du placement.

(12) AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF

Aux 30 septembre, les autres éléments de passif se présentent comme suit:

		2003	2002
Chèques de direction	G	203,540,441	110,738,008
Impôts à payer		71,582,345	16,120,835
Dividendes à payer		56,232,119	33,763,335
Intérêts à payer		55,620,248	14,564,773
Frais courus		49,926,297	51,626,108
Dépôts de garantie sur lettres de crédit		-	11,621,358
Impôts reportés - terrains		4,396,132	4,396,132
Autres		50,408,657	22,892,955
	G	491,706,239	265,723,504

(A suivre)

**(13) SOCIÉTÉS DU GROUPE ET PARTICIPATION MINORITAIRE
DANS LES FILIALES SOCIÉTÉS DU GROUPE**

La société-mère du Groupe est Unibank. La participation de Unibank dans ses filiales est comme suit:

	2003	2002
UNIFINANCE	100%	100%
UNITRANSFER INTERNATIONAL INC.	100%	100%
UNITRANSFER S.A. (HAITI)	100%	100%
CAPITAL CONSULT		
Participation directe	49.9%	49.9%
Participation à travers UNIFINANCE	49.9%	49.9%
	99.8%	99.8%
UNICRÉDIT		
Participation directe	95%	95%
Participation à travers UNIFINANCE	5%	5%
	100%	100%
MICROCRÉDIT NATIONAL	40%	40%
IMMOBILIER S.A. (IMSA)		
Participation directe	100%	100%
SNI MINOTERIE		
Participation à travers UNIFINANCE	59.11%	58.34%

Les opérations de ces filiales se résument comme suit:

		2003	2002
UNIFINANCE (consolidée avec SNI Minoterie)			
Revenu net de l'exercice	G	52,724,640	19,033,915
Actif net	G	<u>223,924,125</u>	<u>75,091,589</u>
UNITRANSFER INTERNATIONAL INC.			
Revenu net (perte nette) de l'exercice	G	9,497,844	(9,231,268)
Actif net	G	<u>170,573,449</u>	<u>109,990,548</u>
UNITRANSFER S.A. (HAITI)			
Revenu net de l'exercice	G	3,362,435	-
Actif net	G	<u>53,362,435</u>	-
CAPITAL CONSULT			
Revenu net de l'exercice	G	1,477,123	322,300
Actif net	G	<u>7,904,748</u>	<u>6,427,625</u>
UNICRÉDIT			
Revenu net de l'exercice	G	8,618,036	5,877,853
Actif net	G	<u>48,583,875</u>	<u>39,965,838</u>
MICROCREDIT NATIONAL			
Revenu net de l'exercice	G	14,380,283	10,317,310
Actif net	G	<u>60,212,633</u>	<u>45,832,350</u>
IMMOBILIER S.A. (IMSA)			
Revenu net (perte nette) de l'exercice	G	4,742,932	(2,499,082)
Actif net	G	<u>26,343,482</u>	<u>21,600,550</u>
SNI-MINOTERIE (non consolidé)			
Revenu net de l'exercice	G	61,136,004	32,493,975
Actif net	G	<u>132,024,055</u>	<u>92,617,840</u>

PARTICIPATION MINORITAIRE

Aux 30 septembre, la participation minoritaire dans les filiales se présente comme suit:

		2003	2002
CAPITAL CONSULT			
Participation minoritaire de 0.2%:			
Valeur initiale du placement	G	3,000	3,000
Participation dans les résultats et les réserves	G	6,486	4,717
	G	<u>9,486</u>	<u>7,717</u>
Solde à reporter	G	9,486	7,717

(A suivre)

**(13) SOCIÉTÉS DU GROUPE ET PARTICIPATION MINORITAIRE
DANS LES FILIALES SOCIÉTÉS DU GROUPE**

PARTICIPATION MINORITAIRE (SUITE)

		2003	2002
Solde reporté	G	9,486	7,717
MICROCRÉDIT NATIONAL			
Participation minoritaire de 60%:			
Valeur initiale du placement	G	21,000,000	21,000,000
Participation dans les résultats et les réserves	G	15,127,581	6,499,410
	G	<u>36,127,581</u>	<u>27,499,410</u>
SNI-MINOTERIE			
Participation minoritaire de 40.89% et de 41.67% en 2003 et 2002, respectivement			
Valeur initiale du placement	G	29,814,545	29,814,545
Diminution de la participation		(914,444)	-
Participation dans les résultats et les réserves		25,388,328	9,819,016
Ajustement de conversion		984,352	387,117
		<u>55,272,781</u>	<u>40,020,678</u>
Participation minoritaire totale	G	91,409,847	67,527,805

(14) CAPITAL-ACTIONS

Par décision votée en Assemblée Générale le 27 juillet 2000, le capital-actions autorisé de la Banque a été porté à 200 millions de gourdes représentant 400,000 actions nominatives d'une valeur nominale de 500 gourdes chacune.

Aux 30 septembre le capital-actions libéré est comme suit:

		2003	2002
CAPITAL AUTORISÉ ET LIBÉRÉ			
200,000 actions de classe A d'une valeur nominale de 500 gourdes chacune	G	100,000,000	100,000,000
Chaque action de classe A est assortie d'un droit de vote			
200,000 actions de classe B d'une valeur nominale de 500 gourdes chacune		100,000,000	100,000,000
Chaque action de classe B est assortie de cinq droits de vote			
		<u>200,000,000</u>	<u>200,000,000</u>
Capital non libéré, classe A		(96,032,500)	(96,032,500)
Capital libéré		103,967,500	103,967,500
Actions de trésorerie		(194,000)	-
	G	<u>103,773,500</u>	<u>103,967,500</u>

Aux 30 septembre 2003 et 2002, le capital-actions de classe B était entièrement libéré. Au 30 septembre 2002, 7,935 actions de classe A ont été libérées dans le cadre de l'échange d'actions avec les actionnaires de IMSA au 1er octobre 2001.

(15) RÉSERVE DE COUVERTURE POUR LES IMMOBILISATIONS

Au 30 septembre 2000, une réserve de US\$ 7,804,133 avait été établie en couverture des fluctuations des flux de trésorerie associés au risque de change pour des engagements fermes liés à l'acquisition d'immobilisations.

En janvier 2001, la Direction de la Banque a décidé de retarder et réviser les plans prévus pour la construction du Siège Social et du Centre d'Opérations, pour lesquels une couverture de US\$ 6,804,133 avait été constituée. La réserve de couverture liée à ces projets a donc été éliminée et l'effet de change cumulatif jusqu'à cette date, totalisant G 11,269,685, est reflété au compte de réserve de couverture à l'avoir des actionnaires et sera viré au coût des immobilisations proportionnellement aux acquisitions futures des immobilisations.

La couverture de US\$ 1,000,000 prévue pour le projet de conversion informatique au 30 septembre 2001 a été annulée au cours de l'exercice 2002, le projet n'ayant pas été jugé réalisable. L'effet de change cumulatif lié à cette couverture pendant la période de couverture efficace, s'élevant à G 4,624,800, reflété antérieurement à l'avoir des actionnaires, a été viré à l'état consolidé des résultats de 2002.

(A suivre)

(16) IMPÔTS SUR LE REVENU

La dépense d'impôts est calculée sur la base du revenu avant impôts sur le revenu et diffère des montants calculés en appliquant les taux statutaires comme suit:

		2003	2002
Revenu avant impôts sur le revenu	G	<u>292,466,411</u>	<u>105,606,628</u>
Impôts calculés en utilisant les taux statutaires		102,294,743	36,893,819
Effet des éléments non considérés dans la base imposable:			
Effet du virement à la réserve légale		(9,980,094)	(4,462,368)
Effet de l'écart entre la provision pour pertes sur prêts comptable et la provision admise fiscalement		(7,683,944)	(4,994,697)
Effet de la quote-part des minoritaires dans SNI Minoterie, exonérée d'impôts sur le Revenu		(8,749,480)	(4,737,947)
Autres		<u>9,118,775</u>	<u>535,293</u>
Dépense d'impôts	G	<u>85,000,000</u>	<u>23,234,100</u>

(17) TRANSACTIONS AVEC LES SOCIÉTÉS APPARENTÉES

Les principales sociétés apparentées à Unibank et aux filiales consolidées dans les présents états financiers sont les suivantes:

- Société de Gardiennage et Convoyage dont Unibank détient 37% du capital.
- Les Moulins d'Haiti SEM dont Unifinance à travers SNI-Minoterie, détient 23.3% du capital.
- CompHaïti dont Unifinance S.A. détient 20% du capital.
- Distributeurs Nationaux S.A. (DINASA) dont Unifinance détient 50% du capital.

Les soldes des transactions effectuées avec ces sociétés sont comme suit:

Aux 30 septembre		2003	2002
ACTIF			
Titres de participation	G	250,760,053	98,128,075
Prêts		64,035,711	3,416,738
Autres		<u>52,354</u>	<u>-</u>
	G	<u>314,848,118</u>	<u>101,544,813</u>
PASSIF			
Dépôts	G	235,998,760	50,036,687
Autres éléments de passif		<u>9,262,544</u>	<u>-</u>
	G	<u>245,261,304</u>	<u>50,036,687</u>
Au cours de l'exercice		2003	2002
REVENUS			
Revenus d'intérêts, net	G	4,645,568	1,321,634
Commissions		9,739,616	-
Autres dépenses de fonctionnement		<u>20,475,114</u>	<u>14,259,516</u>
	G	<u>30,214,730</u>	<u>14,259,516</u>

De l'avis de la Direction, les transactions avec les sociétés apparentées ont été effectuées aux conditions du marché, dans le cours normal des affaires.

Dans le cours normal de ses activités, la Banque offre également à des apparentés des services bancaires habituels et reçoit des services de sociétés apparentées. Ces transactions sont effectuées à des conditions analogues à celles qui s'appliquent à des tiers, selon l'avis de la Direction.

(A suivre)

(18) ENGAGEMENTS ET PASSIF ÉVENTUEL

- a) Dans le cours normal de ses activités, la Banque contracte divers engagements et assume un passif éventuel, notamment des lettres de crédit et des lettres de garantie, dont ne tiennent pas compte les états financiers consolidés.

Aux 30 septembre, les montants en circulation se présentent comme suit:

		2003	2002
Lettres de crédit	G	281,576,919	216,914,558
Lettres de garantie	G	47,066,184	28,133,193

- b) À la date des états financiers, la Banque et ses filiales sont liées par différents contrats de bail. Cependant, ces contrats peuvent être résiliés avec six mois de préavis. Les obligations relatives à ces contrats pour les cinq prochains exercices sont:

2004	G	60,604,182
2005	G	60,660,182
2006	G	60,660,182
2007	G	60,863,023
2008	G	60,988,023

- c) Dans le cadre de sa stratégie de placement du nouveau capital social voté par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 juillet 2000, Unibank a décidé de réserver 25,298 actions de Classe B, soit 6.32% du capital social autorisé, pour de futurs actionnaires à qui elle compte offrir des paquets d'actions composés principalement de nouvelles actions de classe A, mais aussi en partie d'actions de Classe B. Dans cette perspective, Unibank a signé avec des actionnaires un contrat de rachat portant sur 25,298 actions de Classe B, d'une durée d'une année renouvelable jusqu'à un maximum de trois années, soit jusqu'au 30 septembre 2005. Les actions seront rachetées en dollars US, à un montant minimum de US\$ 75 l'action.
- d) Au 30 septembre 2003, la Banque traite de certaines affaires en instance de litige engagées par ou contre quelques clients. Selon l'évaluation des faits à ce jour, de l'avis des conseillers juridiques, il n'existe aucun fait exceptionnel ni aucune affaire contentieuse qui soit susceptible d'affecter de façon significative les résultats d'exploitation et la situation financière de la Banque.
- e) Au cours du mois de septembre 2003, la Unibank a signé des contrats de ventes à terme de dollars américains et s'est engagé à vendre un montant de US\$ 300,000. Ces contrats peuvent être exécuté après cinq ans accomplis sans excéder dix ans. Ces opérations de change à terme sont exprimées à leur juste valeur qui est pratiquement égale au coût au 30 septembre 2003.

(19) INFORMATIONS SECTORIELLES

À l'exception d'une partie des éléments des liquidités, des placements et des titres de participation localisés à l'étranger, le risque ultime relatif aux éléments d'actif est situé en Haïti.

La répartition par secteur géographique, sur la base de localisation du risque ultime, des liquidités et des placements, est comme suit aux 30 septembre:

		2003	2002
Encaisse, dépôts à la BRH et à la BNC, effets en transit	G	3,905,571,904	2,254,690,967
Dépôts à des banques étrangères et effets en transit sur l'étranger:			
États-Unis		309,895,946	485,464,683
Europe		173,711,780	104,068,991
Canada		37,199,717	14,996,700
Caraïbes		1,140,320	844,111
		521,947,763	605,374,485
		4,427,519,667	2,860,065,452
Bons BRH - Haïti		652,356,708	447,011,529
Placements aux États-Unis		2,718,856,074	891,323,266
Placements en Haïti		4,504,790	1,187,955
		2,723,360,864	892,511,221
Titres de participation		10,114,197	8,546,357
	G	7,813,351,936	4,208,134,559

(20) GESTION DES RISQUES

Parmi les risques financiers que la Banque doit gérer, on retrouve principalement les risques de liquidité, de placement, de taux d'intérêt, de change et de crédit.

Risque de liquidité

Si Unibank ne dispose pas de liquidités suffisantes pour faire face au moment approprié, à ses engagements et demandes de sorties de fonds, elle s'expose alors à un risque de liquidité. La gestion efficace et prudente des liquidités est un élément essentiel de la politique de la Banque pour maintenir la confiance du marché et protéger son capital.

(A suivre)

(20) GESTION DES RISQUES (SUITE)

Risque de liquidité (suite)

Pour gérer ce risque, le Comité de Trésorerie (Asset and Liability Management Committee - ALCO) de Unibank met en oeuvre une politique prudente et dynamique de gestion des liquidités qui lui permet de disposer de moyens de règlements immédiatement disponibles pour répondre à ses engagements exigeant des sorties de fonds. De plus, la Banque porte une attention particulière aux échéances de dépôts et de prêts, ainsi qu'aux disponibilités et aux exigibilités de fonds, s'assurant ainsi de l'adéquation entre ses ressources et ses obligations, tout en respectant les exigences statutaires qui s'appliquent à elle et à ses filiales.

Elle assure une surveillance quotidienne de ses liquidités ainsi qu'une gestion dynamique de ses besoins de liquidités, tant immédiats qu'à moyen et long terme. Cette surveillance est exercée par le Département de Trésorerie, sous l'étroite supervision du Chef de Division des Finances qui est un Membre du Comité de Trésorerie de Unibank. Ce comité se réunit régulièrement chaque semaine et au besoin, pour examiner la situation des réserves et liquidités de la Banque, pour prendre les décisions appropriées et apporter les amendements à la politique de gestion de la trésorerie, au cas où il s'avère nécessaire de le faire.

Unibank respecte les normes de la Banque Centrale en matière de liquidités: elle produit un rapport quotidien qui est soumis à la Banque Centrale, maintient les réserves obligatoires exigées par la circulaire 78 et respecte le ratio maximum entre le montant des prêts en devises et celui des passifs en devises, tel que prévu par la circulaire 97 de la Banque Centrale.

Risque de placement

Le risque de placement survient lorsqu'un titre de placement perd de sa valeur en raison de résultats financiers défavorables, réels ou anticipés, de la société émettrice. Pour gérer ce risque, Unibank a élaboré et mis en place des politiques et procédures qui définissent clairement la nature et la qualité des titres de placement choisis.

Les principaux paramètres de la politique de la Banque sont les suivants:

- Investir dans des titres de créances négociables bien cotés, ayant un niveau élevé de liquidité, aisément disponibles, et dont le risque de perte sur capital est minime ou insignifiant.
- Investir à l'étranger dans des banques et/ou instruments dont le classement est exclusivement «Investment Grade» (AAA, AA, A) tels les Bons du Trésor Américain ou les Certificats de Dépôt émis par les banques américaines ou européennes de premier choix.
- Investir en Haïti dans les Bons BRH, émis par la Banque Centrale.
- Investir la majorité du portefeuille de placements à moins de 12 mois afin d'assurer une liquidité élevée.
- S'abstenir de prendre des positions à caractère spéculatif.
- Éviter la concentration par montant et par institution financière. En ce sens, des limites ont été établies par le Comité de Trésorerie.

Risque de taux d'intérêt

Ce risque a trait aux incidences éventuelles des fluctuations des taux d'intérêt débiteurs ou créditeurs sur le bénéfice et par conséquent, le capital de la Banque. Il résulte de l'incapacité à ajuster les taux d'intérêts débiteurs ou créditeurs de telle sorte que la marge nette d'intérêt soit négative.

En matière de gestion du risque de taux, l'ensemble du portefeuille de crédit de Unibank est placé à taux variables, permettant à l'institution d'ajuster à sa seule discrétion, le rendement de son portefeuille de crédit à son coût de fonds. En outre, environ 65% du portefeuille de crédit a une maturité de 12 mois au moins, ce qui permet à la Banque de minimiser le risque de transformation entre emplois et ressources, l'objectif étant de réduire l'impact adverse d'une variation des taux d'intérêt sur les résultats et sur la situation nette de la Banque.

Les fluctuations de taux d'intérêt ont peu d'impact sur les comptes à vue (gourdes et dollars), essentiellement non porteurs d'intérêts, et les comptes d'épargne (gourdes et dollars) qui représentent respectivement 24% et 47% du portefeuille de dépôts de la Unibank au 30 septembre 2003, soit 71% au total.

De plus, Unibank gère rigoureusement la situation des taux d'intérêt appliqués sur les portefeuilles suivants:

- les prêts et les dépôts provenant de la clientèle de la Banque;
- les placements locaux, constitués de bons BRH et de prêts interbancaires;
- les placements à l'étranger qui sont régulièrement évalués à leur valeur marchande selon l'évolution du marché.

L'adéquation des taux d'intérêts appliqués à ces portefeuilles est revue régulièrement par la Direction de Unibank qui détermine le positionnement approprié de la Banque en regard des mouvements anticipés des taux d'intérêt et assure la couverture de tout risque de taux.

(A suivre)

(20) GESTION DES RISQUES (SUITE)

Risque de change

Le risque de change résulte du non-appariement entre la valeur de l'actif détenu en devises étrangères et celle du passif libellé dans la même monnaie, pouvant amener la Banque à détenir une position longue ou une position courte, en cas de fluctuation de la gourde par rapport au dollar américain.

En ce qui concerne la gestion du risque de change, la politique de Unibank a toujours été de maintenir la position opérationnelle de change (trading position) strictement dans des limites très faibles. En effet, la politique en place interdit de garder des positions à caractère spéculatif, la Banque vendant quotidiennement sa position opérationnelle qui représente, en moyenne, à la clôture des opérations de change, moins de 2% au regard de ses fonds propres, donc de loin inférieure à la limite maximale journalière de 8% des fonds propres réglementaires fixée par la Banque Centrale à travers la Circulaire 81.

Unibank respecte aussi l'exigence de la Banque Centrale qui limite son portefeuille de prêts en dollars américains à 50% de ses passifs en dollars américains.

Risque de crédit

Le risque de crédit résulte de l'incapacité d'un emprunteur de s'acquitter de ses obligations financières ou contractuelles à l'endroit de la Banque.

Pour gérer ce risque, Unibank met en place divers mécanismes et politiques lui permettant d'assurer un suivi rigoureux et systématique de son portefeuille de prêts.

D'abord, la politique de crédit est définie par le Comité de Crédit qui ainsi, assure la gestion du risque de crédit. Le Comité de Crédit, constitué d'officiers exécutifs faisant partie du Conseil d'Administration et de la Direction de la Banque, se réunit hebdomadairement et au besoin pour statuer sur les requêtes d'approbation, de renouvellement ou d'amendement des facilités de crédit. Le processus d'approbation de crédit est aussi renforcé par la mise en place, en plus de la Direction de l'Administration du Crédit, d'une unité de contrôle et d'évaluation des risques de crédit, la Direction des risques de Crédit. Cette direction, qui relève directement de la Direction Générale, effectue la révision indépendante des dossiers de crédit, tant sur le plan de la documentation que de la qualité du risque.

Pour la couverture des risques de crédit, la capacité de Unibank à faire face à des pertes éventuelles est assurée par une division appropriée de ses risques, par la nature des garanties du portefeuille, par l'importance de ses fonds propres et des provisions pour pertes sur prêts constituées. Les garanties exigées de la clientèle constituent également un facteur important de couverture des risques, une partie du portefeuille étant assortie de garanties tangibles de premier ordre.

À l'intérieur de ses politiques, la Banque respecte les normes prudentielles de la Banque Centrale: la Circulaire no. 87 sur la classification et l'établissement de provisions pour pertes sur prêts, et la Circulaire no. 83-4 sur la concentration du crédit, restreignant, en fonction de ses fonds propres réglementaires, les montants de crédit à accorder à un emprunteur ou un groupe d'emprunteurs et aux principaux secteurs de l'économie.

Juste valeur des immobilisations et des biens détenus pour revente

Les immobilisations et les biens détenus pour revente sont comptabilisés au coût. Cependant, pour éviter que ces éléments d'actif ne subissent de perte de valeur imprévue et importante, la Unibank prend les dispositions nécessaires afin de s'assurer que la valeur marchande demeure égale ou supérieure au coût. Pour ce faire, elle applique les politiques et procédures suivantes:

- Entretien, assurance et protection physique de ces biens;
- Pour les biens détenus pour revente, la Banque a recours aux services d'agences spécialisées dans l'immobilier pour la recherche active d'acheteurs potentiels et la vente de ces biens;
- Détermination régulière de la valeur marchande à partir des expertises effectuées par des évaluateurs en immobilier indépendants.

(21) MONTANTS CORRESPONDANTS

Certains montants de 2002 ont été reclassifiés pour fins de comparaison seulement.